Document généré le 12 oct. 2024 02:34

Cahiers de géographie du Québec

Changement social et pouvoir municipal à Québec

Paul Y. Villeneuve

Volume 26, numéro 68, 1982

URI : https://id.erudit.org/iderudit/021559ar
DOI : https://doi.org/10.7202/021559ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Villeneuve, P. Y. (1982). Changement social et pouvoir municipal à Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, *26*(68), 223–233. https://doi.org/10.7202/021559ar

Résumé de l'article

L'émergence d'une « nouvelle petite bourgeoisie » dans les sociétés capitalistes avancées modifie la configuration des rapports de pouvoir en milieu urbain. L'auteur illustre certaines divergences dans l'analyse de ce phénomène à l'aide des exemples de Montréal et de Vancouver. À la lumière de ce préambule, il tente ensuite d'interpréter l'évolution récente du pouvoir municipal à Québec.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

CHANGEMENT SOCIAL ET POUVOIR MUNICIPAL À QUÉBEC

par

Paul Y. VILLENEUVE

Département de géographie, Université Laval, Québec, G1K 7P4

RÉSUMÉ

L'émergence d'une « nouvelle petite bourgeoisie » dans les sociétés capitalistes avancées modifie la configuration des rapports de pouvoir en milieu urbain. L'auteur illustre certaines divergences dans l'analyse de ce phénomène à l'aide des exemples de Montréal et de Vancouver. À la lumière de ce préambule, il tente ensuite d'interpréter l'évolution récente du pouvoir municipal à Québec.

MOTS-CLÉS : Pouvoir local, nouvelle petite bourgeoisie, Ville de Québec, réformisme urbain.

ABSTRACT

Social Change and Municipal Power in Quebec City

The emergence of a « new middle class » in advanced capitalist societies considerably modifies social relations of power in cities. Divergences in the analysis of this phenomenon are illustrated with the examples of Montréal and Vancouver. The recent evolution of municipal politics in Quebec City is then compared to these two cases, and the specificity of Quebec City is interpreted.

KEY WORDS : Local politics, new middle class, Quebec City, urban reformism.

*

* *

Depuis vingt ans, Québec, la « vieille capitale », a fait peau neuve. À tel point que certains politiciens québécois aimeraient bien pouvoir l'appeler la « nouvelle capitale »[1]. Le paysage urbain de Québec a changé et, plus encore, l'organisation territoriale et la composition sociale de la population. La scène politique locale, comme lieu de médiation des affrontements sociaux, a aussi considérablement évolué.

Il est encore trop tôt pour faire un bilan exhaustif de ces changements, surtout qu'ils sont probablement loin d'être terminés. Il s'agira plutôt ici d'explorer certaines pistes d'interprétation. Celle qui retiendra davantage notre attention concerne le rôle,

---

* Texte d'une communication présentée au congrès annuel de l'Association canadienne des géographes, tenu à Corner Brook, Terre-Neuve, du 9 au 13 août 1981.

souvent ambigu, joué par la nouvelle classe moyenne, aussi appelée nouvelle petite bourgeoisie, sur la scène municipale. Nous verrons comment ce rôle est présenté et interprété dans les cas de Montréal, Vancouver et Québec.

AU SUJET DU RÉFORMISME URBAIN ACTUEL

Tout récemment, James Lorimer annonçait l'entrée des villes canadiennes dans une nouvelle phase de leur histoire. Pour lui, l'ère de la croissance rapide et de l'hégémonie des développeurs est terminée en raison surtout du ralentissement de l'économie nord-américaine, et très peu à cause des succès remportés par les politiciens réformistes et les mouvements de citoyens :

> « It is these changes in fundamental material circumstances that have ended the developers'era, not the success of reform politicians or the citizen movement »[2].

On peut ne pas être d'accord avec le ton catégorique de cet énoncé. Tout au moins, il pousse à s'interroger sur le rôle joué par le réformisme urbain actuel dans le capitalisme avancé. Ici et ailleurs, les pratiques urbaines d'opposition se sont multipliées depuis les années soixante. Il est possible de montrer, à l'aide de quelques exemples canadiens et québécois, la difficulté de bien repérer le rôle joué par les luttes urbaines dans le capitalisme actuel.

Ainsi, en 1973, M. Castells soulignait certaines des ambiguïtés entourant le mouvement de lutte en milieu urbain à Montréal :

> « Les comités de citoyens de Montréal constituent l'une des plus singulières expressions des mouvements de revendication urbaine. À la charnière de l'assistance sociale et des orientations gauchistes, dirigés très souvent par des animateurs sociaux payés par le gouvernement canadien, mais pourchassés par la police de Montréal, noyautés par les étudiants, mais appuyés par les syndicats ouvriers, ils semblent condenser la richesse et la confusion de la politique québécoise de la dernière décennie. »[3].

Cinq ans plus tard, D. McGraw produisait une analyse relativement poussée des luttes urbaines à Montréal, avant la mise sur pied du Rassemblement des citoyens de Montréal[4]. Il part d'un des paradoxes identifiés par Castells — à savoir l'État qui finance des organisations dont les pratiques se retournent contre lui — et à l'aide d'une problématique inspirée des courants néomarxiste et gramscien, il arrive à interpréter cette période du développement des luttes urbaines à Montréal en faisant ressortir le rôle charnière des intellectuels qui encadrent ces luttes :

> « Nous soutenons que la pratique de ces intellectuels rend compte de l'émergence d'une direction hégémonique de type nouveau dans le cadre du bloc dominant. En effet, parallèlement à la radicalisation des mouvements de lutte urbaine, exprimée entre autres par la mise sur pied d'un parti politique (le F.R.A.P.) et la constitution de groupes politiques à partir de 1971, nous constatons un renforcement du contrôle étatique sur les appareils qui soutenaient la pratique des intellectuels initiant ces groupes... Par ce nouveau mode de contrôle étatique, l'État créerait et intégrerait de nouvelles formes de direction. »[5]

En particulier, McGraw montre comment la Compagnie des jeunes canadiens, dans un premier temps, et les Projets d'initiative locale et Perspective-jeunesse dans un deuxième temps, sont des exemples de ces nouvelles formes de direction hégémonique. Et de la même façon, au niveau du gouvernement québécois, comment les réformes dans les domaines de la santé et du bien-être social suite à la Commission Castonguay sont aussi de nouvelles formes de direction hégémonique.

Les intellectuels-meneurs-de-luttes-urbaines, ont assez souvent abouti, au Québec, dans les Centres locaux de services communautaires (C.L.S.C.), et dans les Centres régionaux de santé et de services sociaux (C.R.S.S.S.) qui chapeautent les C.L.S.C. et les Centres hospitaliers. Ainsi, selon McGraw, les «intellectuels organiques» de Gramsci seraient d'abord et avant tout organiques par rapport à leur propre classe, la nouvelle petite bourgeoisie:

> «Les intellectuels, dont nous avons parlé, ont bien rempli une fonction organisatrice de la nouvelle petite bourgeoisie dans un secteur précis de la société civile. Ils ont donc, dans leur rapport à cette classe, une certaine "organicité" à la fois par le savoir et la pratique qu'ils constituèrent.»[6]

Pour lui, que les intellectuels se réclament du libéralisme ou du marxisme, la fonctionalité qu'ils mettent en œuvre par leur savoir est d'abord »contrôlarde», elle en est une de contrôle social.

Cette attitude pessimiste de McGraw face au rôle de la N.P.B. et des intellectuels dans les luttes urbaines est à cent lieues de l'attitude optimiste d'Henry Milner qui consacre un chapitre de son livre *Politics in the New Quebec* à la politique municipale à Montréal dans les années soixante-dix[7]. Là où McGraw ne voyait dans la formation du R.C.M. qu'un effet de la «modernité», Milner voit plutôt une expérience politique hautement significative, annonciatrice d'un «socialisme de participation»:

> «D'ailleurs, le Regroupement (sic) des Citoyens de Montréal (R.C.M.), parti plus lié aux groupes populaires, a maintenant des représentants à l'Hôtel de Ville de Montréal: face à une administration municipale qui réagit de façon anachronique par son fonctionnement plus coercitif qu'hégémonique, la "modernité" fait progressivement son chemin.»[9]

> «Of particular relevance is the evolution of Montreal's most significant radical municipal party, the Montreal Citizen's Movement, the RCM... It is sentiments such as these (la déclaration au début du programme du RCM) that begin to spell out the basis for what might be called participationist socialism.»[9]

Pourtant, Milner présente une analyse perspicace de la nouvelle petite bourgeoisie québécoise et de son rapport à l'État. Il est amplement conscient du renforcement des formes de contrôle social associées à la crise de légitimité de l'État dans les sociétés capitalistes avancées[10]. Il évalue à environ 300 000 l'importance numérique de la nouvelle petite bourgeoisie d'État au Québec et décrit cette fraction de classe comme suit:

> «... this state middle class consists essentially of individuals employed as new middle class professionals, semi-professionals, intellectuals, experts, and specialists in institutions carrying out the functions of the monopoly capitalist state, especially legitimation, and directly or indirectly but distinctly linked to the governmental apparatus.»[11]

Là où Milner diffère fondamentalement de McGraw, c'est qu'il croit un peu à la manière de Poulantzas, que cette classe charnière est écartelée entre la bourgeoisie et le prolétariat, et qu'à long terme, elle ne peut se perpétuer comme force sociale autonome:

> «In any long term sense, the new middle class cannot remain separate. It must gradually split, with its highest technocratic strata being absorbed by the bourgeoisie to become managers and managerially-oriented professionals in industry (in Antonio Gramsci's terms these are the "organic intellectuals" of the ruling class), and the majority, consisting of teachers, nurses, and others, in occupations placing them in a clearly subservient position *vis à vis* their superiors, coming nearer to the working class. Educational attainment alone cannot be the basis of a class's existence indefinitely.»[12]

Bien qu'il ne le dise pas explicitement, il est permis de penser que, pour Milner, c'est la fraction de la N.P.B. polarisée subjectivement[13] vers le prolétariat qui est responsable de la mise sur pied du R.C.M. Mais comme les phénomènes de polarisation subjective de classe évoluent au rythme de la conjoncture politique, il faut se demander si le R.C.M. restera un véhicule des intérêts des classes populaires (comme le pense Milner) ou s'il ne deviendra pas (ou n'est déjà, comme le pense McGraw) un relais dans la chaîne complexe du contrôle social qui caractérise les sociétés capitalistes avancées.

Cette difficulté de bien interpréter le réformisme urbain actuel n'est pas limitée au cas de Montréal. Il serait possible de retrouver des divergences d'interprétation de leur évolution socio-politique récente au sujet de la plupart des grandes villes canadiennes. Un seul autre exemple sera toutefois évoqué, celui de Vancouver. Donald Gutstein et David Ley ont proposé des interprétations du passage au pouvoir municipal à Vancouver entre 1972 et 1978 d'un parti réputé progressiste, TEAM (The Electors' Action Movement)[14].

L'analyse de Ley porte beaucoup sur les idées mises de l'avant par TEAM tandis que celle de Gutstein s'attache surtout à la provenance de classe et aux gestes posés par les leaders de TEAM pendant leurs premières années au pouvoir. Bien que présentée en termes plus académiques et enveloppée dans des considérations théoriques tape-à-l'œil, l'analyse de Ley est quelque peu décevante. Après avoir tenté de relier la montée de TEAM au pouvoir à l'émergence de nouvelles valeurs sociétales, dites « postindustrielles », et véhiculées par une classe ascendante de professionnels, Ley constate que la politique urbaine de TEAM a eu des conséquences sociales néfastes :

> « The promotion of the culture of consumption, the quality of urban life, had unfortunate (sic) side-effects... TEAM's livable city strategy helped to influate housing demand pressures in center city while at the same time its development politics and those of the provincial and federal gouvernments contributed to limit housing supply. Property owners and developers capitalized on this bottleneck and land prices sky-rocketed ; from 1972 to 1974 during the tenure of the first TEAM majority council, Vancouver house prices doubled. »[15].

Ley attribue cette piteuse performance de TEAM à la difficulté de concilier des objectifs d'efficacité, d'équité et de qualité de vie :

> « The harmonizing of goals of efficiency, equity, and the quality of life are profound problems of national administration ; it is not surprising that they reappear to present a crisis of management in the postindustrial city »[16].

Pour lui, les réformistes de TEAM furent peut-être trop naïfs dans leurs rapports avec les intérêts privés même si fondamentalement, ils étaient pleins de bonnes intentions :

> « Fundamentally, TEAM was for an active view of man. Its promotion of sociocultural values was revealed most successfully in public development, most notably in the creativity of the False Creek redevelopment. But in its interaction with private interests, particularly in the land market, the reform movement was perhaps too naive, not recognizing that its humane philosophy might be coopted by the calculus of the market place and lead to an inequitable outcome where the vulnerabilities of the poor would be exposed. »[17]

À la lumière de l'analyse de Gutstein, il est possible de se demander si Ley lui-même n'est pas un peu naïf dans son interprétation du « soi-disant échec » car du point de vue des développeurs, il ne s'agit pas du tout d'un échec mais d'une réussite, et c'est bien ce que Gutstein fait ressortir en intitulant son article « The Developer's TEAM ».

Il soutient d'abord que les leaders de TEAM, bien que plus jeunes, représentent exactement les mêmes intérêts que le NPA (Non Partisan Association), vieille coalition de Libéraux et de Conservateurs au pouvoir à Vancouver depuis 1937 :

> « TEAM is a younger, more vigorous and flexible group than the NPA but there is no question that TEAM represents exactly the same interests as the NPA, with two minor differences: TEAM is much more closely tied to the Liberal Party; and TEAM has a preponderance of professional and middle management types, whereas the NPA executive was top-heavy with the speculators and entrepreneurs for whom the TEAM people work. »[18]

Il reconstitue les liens d'affaire entre un certain nombre des principaux dirigeants de TEAM et de NPA. Il analyse ensuite le comportement de vote des conseillers de TEAM sur les 16 questions spécifiques de politique urbaine, autres que celles concernant l'administration routinière, qui furent discutées au conseil entre janvier et juillet 1974. Sur les neuf membres de TEAM au conseil, cinq votèrent presque systématiquement en faveur du capital immobilier, trois partagèrent leurs votes à peu près également entre les intérêts du capital immobilier et ceux des citoyens, et une seule vota systématiquement en faveur des citoyens[19]. TEAM ne fut même pas capable d'établir un système de districts électoraux à Vancouver, la seule grande ville canadienne où les échevins sont élus par l'ensemble de la ville. Bien que cette réforme faisait partie de son programme, Gutstein laisse entendre que TEAM ne l'institua pas par crainte de redonner un certain pouvoir aux quartiers populaires ;

> « The real issue was that a ward system, whether partial or full, would mean that the east side of the city, the strongly working class areas, would have some representation in city hall for the first time in 35 years — since NPA came to power: the reality of the NPA's long reign being directly tied to the abolition of wards in 1937. »[20]

Il souligne, en particulier, qu'au moment des référendums tenus à ce sujet, les échevins de TEAM se divisèrent, une minorité voulant un système complet de districts et la majorité ne voulant qu'un système partiel. Il mentionne également la neutralité du maire Phillips pendant la campagne de 1973 et la confusion créée dans le public. Ley, pour sa part, interprète cette question de façon tout autre. Pour lui, les résidents de Vancouver n'ont pas voulu suivre leurs leaders éclairés :

> « The most controversial element of TEAM's populism was its advocacy of representative government. This included a commitment to some form of electoral reform leading to partial ward representation, though in two separate plebiscites (in 1973 and 1978) a proposal for a partial ward system failed to receive substantial endorsement from the electorate. This initiative for representative government was thereby thwarted by local residents, leaving Vancouver the only major Canadian city with a totally at-large council. »[21]

C'est toutefois dans l'interprétation du projet de réaménagement de False Creek que les analyses de Ley et de Gutstein divergent le plus. Il y a même divergences au niveau des faits. Pour Ley, ce projet est innovateur et les préoccupations de TEAM sont surtout sociales et esthétiques et très peu économiques. Il ne mentionne qu'en passant la présence, du côté nord de la baie, d'une importante cour ferroviaire :

> « False Creek was a major industrial site in the zone in transition adjoining the downtown core, covering five hundred acres of land on each side of a tidal inlet. It included sawmills and other lumber-related industries, metalworking, marine industries, and on its northern side a large railyard. By the late 1960s leases on a number of the industrial sites were near expiry and the NPA council determined to continue to plan for False Creek as an industrial area.
>
> In contrast TEAM development policy in 1968 included an innovative proposal to transform False Creek « from purely industrial use to a combination of residential, recreational and "clean" industrial uses. »[22]

Pour Gutstein, cette cour ferrovière est la clé de voûte du projet de réaménagement, car elle appartient au C.P.R. :

> « The bulk of the land was owned by the C.P.R. which leased its property to those industries that generated the most traffic for the railway. During the mid-sixties, the C.P.R. decided that it would be far more profitable to develop its extensive inner urban land holdings for high density residential and commercial uses. The City of Vancouver — that is, the NPA-dominated council — following its longstanding policy of giving the C.P.R. everything it wanted, designated the False Creek area for residential-commercial-recreational uses.
>
> Following a series of complex land swaps, the C.P.R. ended up owning the north side of the Creek, and the city 85 acres ont the south side. »[23]

Gutstein montre comment la partie planifiée par la ville le fut de façon antidémocratique, comment les considérations sociales du départ furent vite oubliées, et comment le C.P.R. réalisa une opération immobilière de tout premier ordre.

La lecture attentive des articles de Ley et Gutstein est fascinante pour tout chercheur intéressé au phénomène du réformisme urbain actuel. Il s'agit ni plus ni moins de la validité d'un point de vue et d'une méthode d'analyse de la question urbaine. Après sa percutante critique du livre de M. Castells[24], on était en droit de s'attendre à autre chose de la part de Ley. Or, son interprétation du passage au pouvoir de TEAM à Vancouver apparaît superficielle en regard de celle de Gutstein. Pour Ley l'idéologie libérale de TEAM était fascinante parce que généreuse et humaniste, et les déboires de ce parti réformiste sont venus de son irréalisme face aux « dures réalités économiques ». Pour Gutstein, au contraire, le discours tenu par les leaders de TEAM était idéologique au sens le plus restreint du terme, soit celui de fausse représentation, et la déroute de TEAM s'est produite au contact de la réalité du pouvoir qui a fait éclater les contradictions internes entre le discours et la provenance de classe des leaders, et entre l'aile gauche et l'aile droite de la formation.

J'irai plus loin. À mon avis, Ley tente une chose très difficile : analyser une idéologie (ou un paradigme) de l'intérieur même de cette idéologie ; il tente une lecture libérale de l'idéologie libérale. La confusion de sa problématique est encore plus grande que celle qu'il reproche à Castells. Pour lui, les « professionnels » qui montent au pouvoir dans ce qu'il appelle la société et la ville « postindustrielles » s'inspirent d'une logique tout autre que celle des entrepreneurs qui les ont précédés. Pour bien marquer cette nouveauté, il procède à des associations plutôt douteuses. D'abord, il associe explicitement les événements de mai en France et la prise du pouvoir au Canada par Trudeau en 1968, et suggère qu'il s'agit au Canada d'un nouveau libéralisme :

> « In 1968 a new liberalism was enunciated in Canada. It was endorsed at the national level in Pierre Trudeau's dramatic election as Liberal Prime Minister... His promises of greater participation and more open government, of ethnic and lifestyle pluralism, were conveyed with the air of one who understood the need for a break with the past. The unexpected drama and fervor of the French student riots the same spring had intimated just such a break... »[25]

Ce nouveau libéralisme, selon Ley, est porté par une classe montante, jeune, très éduquée, de revenus moyens et élevés, et occupant des postes professionnels. Il relie la montée de cette classe au développement rapide de la technologie, et pour appuyer sa thèse, il fait appel, dans le style éclectique libéral le plus pur, à la pensée de Jürgen Habermas dont il fait un interprète de la société « postindustrielle », en compagnie de Daniel Bell. De ce rapprochement injustifiable, il découle une série de constatations relativement confuses. D'abord au niveau des concepts :

« Postindustrial society is Bell's term implicating at least partially a technological phase blurring ideological distinctions, where technology rather than the mode of production is a major force shaping society. »[26]

Quelle est ici l'acception du concept de mode de production ? S'il s'agit du concept marxiste, la phrase est confuse car le concept marxiste de mode de production recouvre aussi bien les rapports techniques de production que les rapports sociaux de production. S'il s'agit d'un concept non marxiste qui ne désigne que les rapports sociaux, la position de Ley devient alors très ambiguë car il fournit une interprétation de la politique municipale à Vancouver en donnant beaucoup de poids à l'idéologie comme force de changement social tout en faisant appel à un penseur comme Bell qui parle du gommage des distinctions idéologiques sous une soi-disant poussée technologique. D'ailleurs, les notions mêmes de société « industrielle » et de société « postindustrielle » évoquent un certain déterminisme technologique et elles sont paradoxalement employées par l'idéologie libérale qui reproche son déterminisme économique à la pensée marxiste. Or, les concepts de « société capitaliste » et de « société capitaliste avancée ou monopoliste » véhiculés par la pensée marxiste font explicitement référence à des rapports sociaux, autant idéologiques, politiques qu'économiques. Où se situe donc le réductionnisme le plus grand ?

Finalement, parce qu'il fait référence à Habermas sans véritablement assumer la portée critique des thèses du philosophe social allemand, Ley attribue à sa nouvelle classe de professionnels tout à la fois la rationalité du savoir technique et la remise en cause du rationalisme cartésien. Parce qu'il s'inspire de la vague notion du « tertiaire » et de celle non moins vague de « collets blancs », il s'interdit de faire, à l'intérieur de la nouvelle petite bourgeoisie les distinctions faites plus haut par Milner. Du même coup, son interprétation de la politique municipale demeure superficielle, et la conclusion de son article est loin de laisser présager que deux ans après la défaite de TEAM, COPE (committee of Progressive Electors), un parti autrement progressiste que TEAM, prendrait le pouvoir dans un contexte économique encore plus difficile, alors que selon la thèse de Ley, une haute conjoncture économique est nécessaire au succès des idéologies de la « cité radieuse » et de l'équité.

PETITE BOURGEOISIE ET RÉFORMISME URBAIN À QUÉBEC

Que peut-on retenir des travaux de McGraw, Milner, Ley et Gutstein pour tenter de comprendre l'évolution socio-politique à Québec depuis quelques années ? D'abord, il semble bien difficile de ne pas faire entrer la nouvelle petite bourgeoisie, ou la nouvelle classe moyenne, dans l'interprétation, mais l'analyse de Gutstein suggère qu'il faut se méfier du discours de cette classe, apte qu'elle est à discourir puisque, comme le souligne Ley, une certaine forme de savoir est à la base de son pouvoir.

La conjoncture socio-politique actuelle à Québec est la résultante d'une évolution historique particulière. Eu égard à la croissance économique à long terme et au développement régional inégal en Amérique du Nord, Québec est une ville de l'Atlantique tout autant sinon plus qu'une ville du Canada central. Pendant un siècle, du milieu du 19e au milieu du 20e, la ville a somnolé, délaissé qu'elle fut, d'abord par la politique nationale de Mac Donald et ensuite par la pénétration du capital américain pendant la première moitié du 20e siècle. Ravalée au rang de capitale provinciale après avoir été la capitale de « l'empire du Saint-Laurent », sa bourgeoisie locale, plus collaboratrice et pro-anglaise qu'à Montréal, et à forte composante cléricale, s'est attachée à harmoniser et à codifier les idéologies d'un Québec à la Louis Hémon, où

rien ne change et rien ne changera. Dans l'imaginaire collectif des Québécois, Québec est une ville rassurante, un lieu de continuité, où les velléités de révolution sociale d'après-guerre sont devenues « tranquilles » après que les avocats de la Grande Allée en eurent pris le contrôle politique[27].

Dans cette optique, la modernisation politique et socio-culturelle du Québec, dans les années soixante, produit à Québec des effets bien spécifiques. Depuis le milieu du 19e, le sud-ouest du Québec en général et la région de Montréal en particulier se sont intégrés de façon beaucoup plus poussée que le reste du Québec à l'économie nord-américaine. En dehors, de la région de Montréal, on trouvait plutôt une économie locale pré et para-capitaliste en articulation externe avec les monopoles américains qui exploitent la forêt, les mines et l'énergie des cours d'eau[28]. Ce monde rural, agricole dans les Basses Terres du Saint-Laurent et agroforestier sur les plateaux appalachien et laurentien, maintient sa petite bourgeoisie traditionnelle au pouvoir à Québec jusqu'en 1959. Ceci n'empêche pas la ville d'être un bastion des libéraux fédéraux pendant toute la première partie du 20e siècle. Le comté électoral fédéral de Québec-est[29] voit défiler, entre autres, Laurier et Saint-Laurent.

Cette «connection» Ottawa-Québec n'est pas que politique. Elle est aussi intellectuelle. Le Père Georges-Henri Lévesque, un dominicain formé à Ottawa et en Europe, fonde la faculté des sciences sociales de l'université Laval en 1938. Pendant de nombreuses années et jusqu'à tout récemment, le libéralisme de l'École de sciences sociales et d'histoire de Québec se démarque du nationalisme plus conservateur de l'École d'histoire de Montréal. La fusion de ces deux courants informera le néonationalisme d'après 1960, qui culmine et se transforme de projet social en projet politique avec le Parti québécois.

Les grandes étapes de l'évolution politique québécoise depuis la crise se retrouvent avec une temporalité un peu différente sur la scène municipale à Québec.

Entre 1938 et 1965, deux maires seulement se succèdent à Québec. Cette stabilité, caractéristique de l'époque de Duplessis, correspond à Québec à un mélange de la forme patricienne et du «boss system» des villes du nord-est américain[30]. Le patronage règne en maître, les échevins règnent dans leur quartier et il n'y a pas de parti politique.

Dans la foulée de la modernisation des années soixante, un changement important se produit en 1965 avec la prise du pouvoir par le Progrès civique de Québec. Ce parti veut assainir et moderniser l'administration municipale qui, à la suite des travaux d'une commission d'enquête, est jugée brouillonne, peu efficace et même relativement corrompue[31]. Un train de réformes administratives (création du poste de gérant municipal, création d'un exécutif, refonte des districts électoraux, etc.) a pour effet de concentrer le pouvoir au nom de l'efficacité:

> «Il semble que l'orientation qui est celle du P.C.Q. depuis 1969, soit axée davantage sur l'efficacité que sur la démocratie, ...»[32]

Au moment où il prend le pouvoir, le P.C.Q. doit faire face au problème de la dépopulation des quartiers de Québec au profit des municipalités de banlieue. Cette explosion latérale de Québec est encore plus marquée que dans beaucoup de villes nord-américaines à cause de son caractère tardif et rapide. De sorte qu'au centre, Québec présente une forme urbaine vieillie et très dense, qui laisse la place presque sans transition aux maisons individuelles de banlieue à faible densité. Le P.C.Q. se donne comme tâche de « regénérer » le centre-ville de Québec au profit des marchands dont il défend d'ailleurs clairement les intérêts. Le processus de rénovation urbaine du

centre-ville de Québec a été analysé en détail dans un ouvrage publié d'abord en 1972 et qui vient d'être réédité[33]. Les conclusions de cet ouvrage peuvent être résumées ainsi :

> « Compte tenu des intérêts économiques qu'il défendait (ceux des commerçants du centre-ville) et compte tenu de son fonctionnement anti-démocratique (par exemple, dès son arrivée au pouvoir, le Progrès civique voyait son étiquette de parti ne plus s'appliquer qu'aux membres élus au conseil municipal), on comprend mieux le type de rénovation urbaine que le Progrès civique a imposé à la population de Québec. Cette rénovation urbaine n'avait pas pour but de régler la question du logement à Québec, mais la question de la compétitivité des commerçants du centre-ville avec ceux de la banlieue. Et, pour ce faire, à cause des coûts énormes du redéveloppement du centre-ville, le Progrès civique a dû faire appel aux multinationales, qui contrôlent le capital et le know-how nécessaires. Le Progrès civique a donc fait de Québec une ville à vendre ».[34]

Le Progrès civique de Québec est, comme TEAM à Vancouver, dans la mouvance du Parti libéral canadien. Compte tenu toutefois du contexte idéologiquement plus traditionaliste dans lequel il évolue et de l'implantation différente du P.L.C. au Québec et en Colombie britannique, il a les coudées beaucoup plus franches... jusqu'au moment où les habitants des quartiers populaires réussissent à s'organiser.

Un premier comité de citoyens est mis sur pied autour du problème du logement dans le quartier Saint-Roch de la basse-ville en 1966[35]. Des groupes populaires naissent ensuite dans la plupart des quartiers du centre-ville et les luttes s'intensifient. Toutefois, les groupes populaires, comme groupes de pression connaissent des fortunes diverses quant à leurs revendications et le Progrès civique continue à régner sans opposition. Ce n'est qu'aux élections municipales de novembre 1977 que des partis d'opposition organisés font face au P.C.Q. Nous sommes un an après la victoire du P.Q. au niveau du Québec et un vent de renouveau véhicule beaucoup d'espoir dans les milieux progressistes. Un premier parti, le Rassemblement populaire de Québec émerge des luttes urbaines menées depuis dix ans. L'articulation entre les groupes populaires et le R.P.Q. se constitue graduellement : au lieu d'être une coalition d'intérêts divers et d'avoir à arbitrer ces intérêts après avoir fait élire des conseillers, comme ce fut le cas pour le RCM à Montréal, le R.P.Q. est plutôt un regroupement autonome de militants des groupes populaires[36].

Le programme du R.P.Q. est cependant trop progressiste pour certains leaders péquistes de la région de Québec. La cheville-ouvrière du programme est la mise sur pied de conseils de quartiers ayant des pouvoirs décisionnels. Or, le P.Q. s'en tient pour sa part à vouloir instituer des conseils de quartiers avec pouvoirs consultatifs. Le style du R.P.Q. fait aussi un peu peur. Ne retrouve-t-on pas parmi ses leaders des auteurs d'*Une ville à vendre*, dont le premier tome est sous-titré « Pour une analyse marxiste de la question urbaine ? »[37]. Pour ces raisons, il y a mise sur pied, quelques mois avant l'élection de novembre 1977, d'un troisième parti dont le nom même indique son manque d'orientation précise. Il s'agit du Parti municipal. La stratégie des milieux péquistes est d'amener le R.P.Q. à une fusion avec le P.M. afin de diluer l'impact du projet qu'il véhicule. C'était oublier que le R.P.Q. est un mouvement en plus d'être un parti faisant une lutte de type électoral. Le R.P.Q. ne tenait pas à la victoire électorale à tout prix et il maintint sa ligne politique. Les résultats de l'élection furent les suivants : P.C.Q., 60% du vote populaire et tous les sièges au conseil en raison de l'inéquité de la carte électorale ; R.P.Q., 25% du vote populaire et P.M., 15%.

Malgré ces résultats décevants, le R.P.Q. continue la lutte et constitue une opposition extra-parlementaire qui s'insère avec vigueur dans le débat public. Le P.M., de son côté, disparaît quelques semaines après l'élection.

Ces fractionnements en plusieurs partis ne sont pas seulement le fruit des décisions de certains individus. Ils traduisent au niveau politique, les divergences économiques et idéologiques qui traversent la petite bourgeoisie. Car c'est bien de cette classe dont il s'agit. Même le R.P., avec sa forte implantation en milieux populaires, et dont le programme annonce clairement qu'il défend les intérêts des travailleurs, se compose majoritairement de membres de la petite bourgeoisie salariée (60%) [38]. Il s'agit toutefois là de la *situation* de classe des membres du R.P.Q. Leur *position* de classe peut être autre. Pour des raisons variées (résidence en milieu populaire, par exemple) des membres de la petite bourgeoisie pourront s'allier conjoncturellement aux travailleurs. Mais rien ne garantit la pérennité de ces alliances, surtout si les remarques de Brunelle sur la classe moyenne sont fondées :

> « Rien n'empêche... que dans une conjoncture donnée, un individu ou un groupe se dépossède de ce qui le situe dans cette moyenne au profit de l'autre classe. Rien n'empêche alors que ce qui fonde la possession d'un ou de plusieurs individus, qu'il s'agisse de connaissance, du savoir ou de la technique, ne soit mis au service d'une classe exploitée malgré que leur acquisition comme telle constitue toujours, dans notre système, un privilège de la classe exploiteuse. »[39]

CONCLUSION

La politique municipale à Québec n'échappe pas aux ambiguïtés du rôle joué par les intellectuels dans les velléités de réformes urbaines, même si les acquis provenant d'expériences ayant pris place dans d'autres villes permettent une conscience un peu plus claire face à certaines situations. Plusieurs se rendent maintenant compte des possibilités et des limites du mouvement de réformes urbaines dans les sociétés capitalistes avancées. Les formes de changement social issues du mouvement populaire urbain peuvent n'être que de nouvelles formes de contrôle social de la part d'un État-providence sans cesse plus envahissant. Le comportement des élus une fois au pouvoir peut être aussi décevant qu'a été prometteuse la montée vers le pouvoir. Dans la conjoncture économique actuelle, les élus locaux peuvent se voir relayer à un rôle de gérance quotidienne de la crise. Il importe donc de faire preuve de la plus grande prudence dans l'interprétation du rôle joué par le pouvoir municipal dans le changement social, surtout depuis que la nouvelle petite bourgeoisie convoite ce pouvoir.

NOTES

[1] Cette appellation de « vieille capitale » fait référence au fait que Québec perdit son statut de capitale coloniale en 1855 (date à laquelle la capitale du Canada devint mobile), et non au caractère vieillot de la ville. Quant au titre de « nouvelle capitale » auquel la ville aspire (dans l'esprit de plusieurs), il fait allusion à la capitale nationale d'un Québec éventuellement indépendant.

[2] LORIMER, J., « The Post-Developer era for Canada's cities begins », *City Magazine, Annual 1981*, vol. V, n° 1, 6-11.

[3] CASTELLS, M., *La question urbaine*, Paris, Maspéro, 1973, p. 425.

[4] McGRAW, D., *Le développement des groupes populaires à Montréal*, 1963-1973. Montréal, Les éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978.

[5] *Idem*, p. 22. Le concept de « direction » fait ici référence au contrôle hégémonique-idéologique et se distingue, chez Gramsci du concept de domination qui renvoie à la coercition politique.

[6] *Idem*, p. 163. Pour une analyse encore plus critique du rôle de la nouvelle petite bourgeoisie dans le mouvement réformiste actuel, voir J.-P. GARNIER et D. GOLDSCHMIDT, *Le « socialisme » à visage urbain, essai sur la « local-démocratie »*, Paris, Éditions Ruptures, 1978.

[7] MILNER, H., *Politics in the New Quebec*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978, 212-234.

[8] McGRAW, *op. cit.*, p. 157.

[9] MILNER, *op. cit.*, p. 212 et 232.

[10] À cet effet, il cite Jacques Doré, ancien président du syndicat des professionnels à l'emploi du gouvernement du Québec, qui «explique» dans une lettre ouverte écrite en 1975 à Jean Chrétien, alors président du Conseil du trésor fédéral pourquoi les fonctionnaires québécois semblent moins avoir le «sens de l'État» que leurs collègues fédéraux: «They have concluded that the Quebec state apparatus was being lost in "tight controlitis" to such a point that many suggest that 50 percent of civil servants are there just for surveillance over the other 50 percent», MILNER, *op. cit.*, p. 81-82.

[11] MILNER, *idem*, p. 255.

[12] MILNER, *idem*, p. 103.

[13] Cette expression fait référence à la position de classe dans la conjoncture politique par opposition à la situation de classe dans les rapports sociaux de production et de reproduction. Voir POULANTZAS, N., *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.

[14] GUTSTEIN, D., «The Developers' TEAM: Vancouver's "reform" party in power» in J. Lorimer and Evelyn Ross (eds.) *The City Book, the Planning and Politics of Canada's Cities*, Toronto, James Lorimer and Company, 1976, 107 à 122; LEY, D., «Liberal Ideology and the Postindustrial City», *Annals of the Assoc. of American Geographers*, vol. 70, nº 2, 1980, 238-258.

[15] LEY, *idem*, p. 255.

[16] LEY, *idem*, p. 257.

[17] LEY, *idem*, p. 258.

[18] GUTSTEIN, *op. cit.*, p. 109.

[19] GUTSTEIN, *idem*, p. 116.

[20] GUTSTEIN, *idem*, p. 117.

[21] LEY, *op. cit.*, p. 252.

[22] LEY, *op. cit.*, p. 253.

[23] GUTSTEIN, *op. cit.*, p. 121.

[24] LEY, D., compte rendu de *The Urban Question: A Marxist Approach*, by Manuel Castells, paru dans *Le Géographe canadien*, vol. 23, nº 1, 1979, pp. 85-86.

[25] LEY, *op. cit.*, p. 238.

[26] LEY, *op. cit.*, p. 240.

[27] Voir là-dessus, VILLENEUVE, P.Y. (1981). «La ville de Québec comme lieu de continuité» *Cahiers de géographie du Québec*, 25 (64): 49-60.

[28] Cette notion d'articulation externe est explicitée chez A. LIPIETZ, *Le capital et son espace*, Paris, Maspéro, 1977. Succinctement, elle fait référence à la coexistence de deux modes de production en situation d'échange inégal dû à un développement inégal des forces productives, le mode dominé tendant à se perpétuer en raison des avantages que retire le mode dominant de l'inégalité même de l'échange.

[29] Qui recoupe en gros le comté fédéral actuel de Langelier.

[30] MILNER, *op. cit.*, p. 213.

[31] *Rapport de la Commission d'étude du système administratif de la Cité de Québec*, Québec, 1963, et BÉDARD, O., *Citoyens, nettoyons l'Hôtel de Ville de Québec*, Québec, Société générale d'Éditions de Québec incorporée, 1965.

[32] QUESNEL-OUELLET, L., «Un parti politique municipal: Le Progrès civique de Québec» dans Pelletier, Réjean, (dir.) *Partis politiques au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, p. 292.

[33] EZOP-QUÉBEC, *Une ville à vendre*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 559 pages.

[34] DEMERS, F., «Hilton-Québec cherche un maire» *Zone libre*, septembre 1977, p. 23.

[35] Gérald Doré fait une évaluation détaillée des deux premières années de lutte du comité des citoyens de Saint-Roch. Cf. DORÉ, G., *La politique sociale comme pratique de classes, conception et application monographique d'une grille d'évaluation des luttes populaires sur des enjeux de politique sociale*, Québec, université Laval, département de Sociologie, thèse de doctorat non publiée, 1978.

[36] RACICOT, P., «Le Rassemblement populaire de Québec et les groupes populaires», *Revue internationale d'action communautaire*, 4/44, automne 1980, 129-134.

[37] Il peut être intéressant de noter que les auteurs d'*Une ville à vendre* proviennent de la troisième génération d'intellectuels issus de l'École de sciences sociales de Québec, et que leur cheminement d'intellectuels engagés les a amenés, tôt, à vouloir faire la jonction avec les milieux populaires et à faire évoluer leurs thèses au contact du réel social.

[38] JOUIN, C., *La situation de classe du Rassemblement populaire à Québec en 1978*. Québec, université Laval, école de Service social, essai de maîtrise non publié, p. 49.

[39] BRUNELLE, D., *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, p. 80.